

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

TN/MA/W/47
30 mars 2004

(04-1471)

Groupe de négociation sur l'accès aux marchés

Original: anglais

ACCÈS AUX MARCHÉS POUR LES PRODUITS NON AGRICOLES

Communication de la Trinité-et-Tobago au nom du Groupe des États ACP

La communication ci-après, datée du 31 mars 2004, est distribuée à la demande de la délégation de la Trinité-et-Tobago, au nom du Groupe des États ACP.

Principales préoccupations des pays ACP concernant les négociations en cours à l'OMC sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles

Droits de douane et obstacles non tarifaires

1. Les économistes soutiennent en général que la libéralisation du commerce conduit à une répartition efficace des ressources rares, favorise le bien-être économique et contribue à la croissance économique. Malgré près de 20 années d'expérience en matière de réforme, il n'existe pas de formule toute faite garantissant qu'une réforme amènera une amélioration du bien-être. Pour de nombreux pays, en particulier pour les pays ACP, il est donc nécessaire d'adopter une approche plus prudente de la libéralisation.

2. Le Groupe ACP estime que les négociations en cours sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles ont pour objectifs de faciliter le développement et l'industrialisation des pays de ce groupe et qu'il faut, par conséquent, veiller au cours de ces négociations: i) à assurer et/ou maintenir l'accès aux marchés pour les produits dont l'exportation présente un intérêt pour les États ACP; ii) à permettre aux États ACP de décider eux-mêmes du rythme et de l'ampleur de la libéralisation future des importations pour ne pas causer d'autres effets défavorables sur les branches de production locales; iii) à traiter les problèmes qui résulteront, pour les États ACP, de l'érosion des préférences; iv) à tenir compte de la nécessité, pour les États ACP, de renforcer leur capacité d'offre pour pouvoir tirer parti de toute amélioration des possibilités d'accès aux marchés; v) à tenir compte de l'incidence de la baisse des recettes publiques sur les niveaux de développement durables; et vi) il serait recommandé d'entreprendre des études concernant l'effet des réductions tarifaires antérieures sur les pays ACP. Nous avons insisté sur ces questions individuellement et collectivement au sein du Groupe de négociation.

3. Le Groupe ACP demande également que soit adoptée une formule de réduction tarifaire qui donne une flexibilité et une marge de manœuvre suffisantes pour permettre aux États ACP de continuer de bénéficier des niveaux de préférences adéquats et effectifs qui sont nécessaires pour le maintien de leur compétitivité dans les marchés d'exportation. Seule une telle approche garantit équilibre, équité et avantages pour tous les Membres de l'OMC dans les résultats finals du Cycle de Doha.

4. Toutefois, la réduction tarifaire à elle seule n'assurera pas l'accès aux marchés. Les exportations des pays ACP rencontrent d'autres obstacles non transparents, discrétionnaires et complexes tels que les OTC, les mesures SPS, les normes et réglementations environnementales, les règles d'origine et autres exigences, qui doivent être traités au cours de ces négociations.

5. Les diverses formules qui ont été présentées et le projet de texte de Cancún supprimeraient en partie la latitude de faire usage des droits de douane à des fins de développement, comme le prévoit l'article XVIII du GATT (et comme l'ont fait les principaux pays développés aux premiers stades de leur propre industrialisation). Toutefois, certaines des propositions présentées impliquent une réforme plus rapide ou plus profonde de la politique commerciale que d'autres. Si quelques pays en développement où les réformes commerciales ont déjà bien avancé pourraient les juger réalisables, pour les États ACP, cette approche peut signifier que la réforme irait "trop loin, trop vite" et entraîner des coûts d'ajustement inacceptables.

6. Les modalités à adopter devraient permettre aux pays ACP de maintenir des marges suffisantes entre la libéralisation NPF et le traitement préférentiel accordé au titre du SGP, de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques de l'Afrique (AGOA), de l'initiative "Tout sauf les armes", de l'Initiative concernant le Bassin des Caraïbes, du CARIBCAN et de l'Accord de Cotonou.

7. Les modalités à adopter ne doivent inclure aucune approche sectorielle qui porterait atteinte aux intérêts des États ACP.

Une réciprocité qui ne soit pas totale et le traitement spécial et différencié

8. D'après la pratique passée du GATT, le principe d'"une réciprocité qui ne soit pas totale" mentionné au paragraphe 16 de la Déclaration de Doha prévoit, entre autres choses, que les pays en développement et les PMA appliqueront des réductions tarifaires moindres et disposeront de périodes de transition plus longues pour mettre en œuvre les réductions tarifaires négociées. Par conséquent, il est capital qu'au cours du présent cycle de négociations, le principe d'"une réciprocité qui ne soit pas totale" et la question du traitement spécial et différencié soient pleinement pris en compte. C'est pourquoi les pourcentages de réduction des droits de douane, le traitement spécial et différencié pour les produits et secteurs sensibles, l'exemption des réductions tarifaires et les délais de mise en œuvre comptent parmi les paramètres importants à prendre en considération dans la formulation des modalités.

Érosion des préférences

9. L'érosion des préférences tarifaires accordées au titre des systèmes non réciproques tels que le SGP, l'Accord de Cotonou, l'Initiative concernant le Bassin des Caraïbes, l'AGOA, l'initiative "Tout sauf les armes" ou le CARIBCAN, donnera lieu à des changements. Il est nécessaire d'examiner la situation particulière du Groupe ACP en ce qui concerne des produits spécifiques ainsi que les principaux marchés.

10. Les réductions des taux NPF consolidés qui ont également pour effet de réduire les taux NPF appliqués se répercuteront sur les marges de préférence, ce qui aura des incidences sur les courants commerciaux (détournement des échanges). Les pays qui verront leur marge de préférence érodée se heurteront à ce problème. Les pays ACP qui disposent de cet accès préférentiel risquent par conséquent de subir un détournement des échanges sans aucune perspective de création d'échanges.

11. Une possibilité consisterait à définir des lignes tarifaires spécifiques correspondant à des produits exportés dans le cadre d'un système préférentiel puis à exclure ces produits et/ou leur

accorder un traitement différent de manière à ce que la réduction de la marge de préférence provoquée par la réduction des droits NPF soit moins forte et moins brusque.

Recettes douanières et recettes publiques

12. Les recettes douanières sont une source importante de revenus pour l'État dans nombre de pays en développement. Par exemple, les données de la Banque mondiale indiquent que la part des recettes douanières dans les recettes publiques peut varier considérablement, étant pratiquement nulle en Italie et s'élevant à 75 pour cent en Guinée. Dans la plupart des pays d'Afrique et des Caraïbes, en moyenne, plus de 40 pour cent des revenus de l'État proviennent des recettes douanières. Ces recettes représentent des parts encore considérables et devront être remplacées par d'autres formes d'imposition. Toute perte de recettes nécessiterait d'être remplacée par des impôts sur le revenu, les bénéfices, les gains de capital, la propriété, le travail ou la consommation ou par des recettes autres que fiscales. Il s'agit d'un processus à long terme dont la mise en œuvre peut être trop onéreuse pour nombre d'États ACP. Des impôts sur les ventes ou sur la consommation pourraient remplacer les recettes douanières, mais des transformations aussi importantes des systèmes fiscaux sont coûteuses et pourraient aller à l'encontre de l'objectif visé.

Consolidation des droits et échanges visés

13. Les droits consolidés constituent le seul fondement juridique des négociations à l'OMC; les Membres consolident et réduisent leurs droits au moment de leurs négociations d'accession ou à l'occasion de négociations multilatérales, et ces droits consolidés sont inclus dans les listes d'engagements. Pour un Membre de l'OMC, consolider les droits signifie qu'il n'est pas autorisé à augmenter les taux consolidés sans engager de nouvelles négociations tarifaires au titre de l'article XXVIII. Dans le cadre des négociations en cours à l'OMC, les pays en développement subissent à présent des pressions considérables pour qu'ils accroissent la part de leurs échanges visés par des engagements en matière de consolidation et qu'ils réduisent les droits appliqués. La part des échanges visés par une consolidation n'étant que de 3 pour cent pour certains pays ACP, le niveau d'engagement qui en résulterait serait disproportionné.

14. L'écart entre les droits appliqués et les droits consolidés qui existe dans la plupart des pays en développement résulte de réformes autonomes entreprises par ces pays au cours des dix à 15 dernières années. De nombreux pays en développement ont réduit unilatéralement leurs droits appliqués dans le cadre de programmes de réformes récents, et ils ont souhaité obtenir un crédit pour cette libéralisation. Si les pays en développement étaient obligés de réduire leurs taux NPF consolidés à des niveaux inférieurs à ceux de leurs taux appliqués, ils perdraient toute la flexibilité dont ils disposent pour faire usage des droits de douane à des fins de développement, comme nous l'avons vu plus haut. Si certains pays peuvent recourir à des mesures antidumping et à d'autres mesures d'urgence, l'utilisation de ces instruments est très coûteuse pour les pays ACP, et c'est pourquoi le maintien des droits consolidés à un niveau suffisant reste leur principal mécanisme de défense.

15. Par ailleurs, si, après les négociations en cours, les pays en développement réduisent leurs taux NPF consolidés, laissant leurs taux appliqués inchangés ou réduits en partie seulement, ces réductions NPF devraient tout de même être réputées renforcer la sécurité d'accès à leur marché. Cela serait considéré en soi comme un engagement juridique valable dans les négociations concernant les produits non agricoles, même lorsque les taux sont fixés à des niveaux plafonds, supérieurs aux taux appliqués, comme cela a été fait par nombre de pays développés et de pays en développement dans le cadre des négociations agricoles du Cycle d'Uruguay.

PMA

16. Le Groupe ACP soutient la proposition d'exempter les PMA de nouveaux engagements de réduction.

Conclusion

Les États Membres ACP sont profondément déçus de voir que les éléments des modalités proposés dans le projet de texte ministériel ne prennent pas en compte les questions soulevées dans le présent document mais, au contraire, contiennent d'autres dispositions, dont l'élimination totale des droits de douane dans certains secteurs spécifiques, qui risquent d'avoir de graves conséquences pour les PMA et les États ACP. Nous demandons donc instamment que le texte révisé sur les modalités tienne pleinement compte des éléments proposés par les États ACP.
